



CHAPITRE 72

Loi de l'impôt sur le tabac

1. Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi. S. R. 1941, c. 87, a. 30; 15-16 Geo. VI, c. 13, a. 1; 2-3 Eliz. II, c. 46, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 52, a. 3.

Applica-
tion de la
loi

SECTION I

INTERPRÉTATION

Interpré-
tation:

« sous-
ministre »

« con-
somma-
teur »;

« minis-
tre »;

« pa-
quet »;

« per-
sonne »;

« pro-
vince »;

« ache-
teur »;

« tabac
brut en
feuilles »;

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne comporte un sens différent:

1° « sous-ministre » signifie le sous-ministre du revenu;

2° « consommateur » signifie toute personne qui achète du tabac d'un vendeur par une vente en détail, en cette province;

3° « ministre » signifie le ministre du revenu;

4° « paquet » signifie un paquet, une boîte métallique ou autre contenant dans lequel le tabac est contenu ou vendu lors d'une vente en détail;

5° « personne » désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, association de personnes, succession, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent, et le propriétaire ou l'opérateur d'une machine automatique pour la vente du tabac;

6° « province » signifie la province de Québec;

7° « acheteur » signifie toute personne qui achète du tabac d'un vendeur par une vente en détail en cette province;

8° « tabac brut en feuilles » signifie le tabac non ouvré, ou les feuilles et tiges de la plante;

CHAPTER 72

Tobacco Tax Act

1. The Minister of Revenue shall have charge of the carrying out of this act. S. R. 1941, c. 87, s. 30; 15-16 Geo. VI, c. 13, s. 1; 2-3 Eliz. II, c. 46, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 52, s. 3.

Carrying
out of act

DIVISION I

INTERPRETATION

2. In this act, unless the context indi-
cates a different meaning:

(1) "Deputy Minister" means the De-
puty Minister of Revenue;

(2) "consumer" means any person who
purchases from a vendor tobacco at a
retail sale in the Province;

(3) "Minister" means the Minister of
Revenue;

(4) "package" means package, box, tin
or other container in which tobacco is
contained or sold at a retail sale;

(5) "person" includes an individual, a
firm, a company, a corporation, an asso-
ciation of persons, an estate, a sequestra-
tor, a trustee in bankruptcy, a liquidator,
a fiduciary trustee, an administrator or an
agent; it shall also include the owner or
operator of a vending machine for the
automatic sale of tobacco;

(6) "Province" means the Province of
Quebec;

(7) "purchaser" means any person who
purchases from a vendor tobacco at a
retail sale in the Province;

(8) "raw leaf tobacco" means the un-
manufactured tobacco, or the leaves and
stems of the plant;

Inter-
preta-
tion:
"Deputy
Minis-
ter";

"con-
sumer";

"Min-
ister";

"pack-
age";

"per-
son";

"Prov-
ince";

"pur-
chaser";

"raw leaf
tobacco";

« vente en détail »; 9° « vente en détail » signifie une vente faite à un consommateur pour fins de consommation et non de revente;

« vendeur en détail »; 10° « vendeur en détail » signifie toute personne qui, en cette province, vend du tabac à un consommateur;

« ministre du revenu »; 11° « ministère du revenu » signifie le ministère du revenu de la province;

« vente »; 12° « vente » signifie le contrat ordinaire de vente et comprend l'échange, le transport, le troc et aussi un cadeau fait par un vendeur;

« prix de vente », « prix d'achat »; 13° « prix de vente » ou « prix d'achat » signifie le prix en argent, la valeur du service rendu et toute autre considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix ou valeur de l'objet du contrat de vente;

« tabac »; 14° « tabac » signifie le tabac sous quelque forme qu'il soit consommé, y compris le tabac à priser; mais ne comprend pas le tabac brut en feuilles et les cigares vendus à un prix de vente en détail de cinq cents ou moins chacun;

« vendeur »; 15° « vendeur » comprend le vendeur en gros de même que le vendeur en détail;

« vendeur en gros ». 16° « vendeur en gros » signifie toute personne qui, en cette province, vend pour fins de revente du tabac ouvré par lui-même ou par tout autre. S. R. 1941, c. 87, a. 2.

(9) "retail sale" means a sale to a "retail sale"; consumer for purposes of consumption, and not for resale;

(10) "retail vendor" means any person "retail vendor"; who, within the Province, sells tobacco to a consumer;

(11) "Department of Revenue" means "Department of Revenue of the Province"; the Department of Revenue of the Province;

(12) "sale" means the ordinary contract of sale and includes exchanges, transfers and barter; it shall also include gifts by vendors; "sale";

(13) "sale price" or "purchase price" "sale price", etc.; mean a price in money, also the value of services rendered or other consideration or prestations accepted by the seller as price or value of the thing given;

(14) "tobacco" means tobacco in any "tobacco"; form in which tobacco is consumed, and includes snuff, but does not include cigars sold at a retail price of five cents or less each and raw leaf tobacco;

(15) "vendor" includes both wholesale "vendor"; vendor and retail vendor;

(16) "wholesale vendor" means any "wholesale vendor". person who, within the Province, sells tobacco for the purpose of resale, whether manufactured by himself or any other person. R. S. 1941, c. 87, s. 2.

SECTION II

LICENCES

Licence. 3. Personne ne peut vendre de tabac en cette province à moins que, sur sa demande, une licence ne lui ait été émise sous l'autorité de la présente loi et ne soit en vigueur lors de la vente.

Cette licence demeure en vigueur tant qu'elle n'est pas révoquée pour cause par le ministre. S. R. 1941, c. 87, a. 3.

Demande. 4. La demande pour l'obtention de cette licence doit être transmise au sous-ministre. S. R. 1941, c. 87, a. 4.

Émission. 5. Sur paiement par le vendeur d'un droit d'un dollar à Sa Majesté aux droits de la province, cette licence doit être accordée par le ministre, ou tout officier qu'il désignera; elle doit être gardée à

DIVISION II

LICENSES

3. No person may sell tobacco in the Province unless a license therefor has been, upon his application, issued to him under authority of this act, and unless such license be in force at the time of sale. License.

Such license shall remain in force until revoked for cause by the Minister. R. S. 1941, c. 87, s. 3.

4. The application for the license shall be filed with the Deputy Minister. R. S. 1941, c. 87, s. 4. Application.

5. Such license shall be granted by the Minister or by such officer as he may appoint, upon payment by the vendor of a fee of one dollar to Her Majesty in the rights of the Province, and shall be kept Granting, etc.

l'endroit où le licencié vend du tabac, ou à sa principale place d'affaires en cette province. S. R. 1941, c. 87, a. 5.

in the place where the licensee sells tobacco, or at his chief place of business in the Province. R. S. 1941, c. 87, s. 5.

Suspension.

6. Le ministre peut suspendre ou annuler la licence de toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi; il peut également refuser d'émettre une licence à une personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi. S. R. 1941, c. 87, a. 6.

6. The Minister may cancel or suspend the license of any person who has been found guilty of an infringement of this act; he may also refuse to issue a license to any person who has been found guilty of an infringement of this act. R. S. 1941, c. 87, s. 6. Cancellation, etc.

Renseignements.

7. Les renseignements suivants sont requis quand une licence est demandée:

7. The following information must be given when a license is requested: Information.

a) Par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou raison sociale,—leurs noms et adresses;

(a) By one or more persons doing business under a firm name,—the name and address of such person or persons;

b) Par une société,—le nom et l'adresse de chaque associé;

(b) By a partnership,—the name and address of each partner;

c) Par une corporation, un club, une association ou un syndicat,—le nom et l'adresse du président s'il réside en cette province; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant résidant en cette province, de même que l'adresse de sa place d'affaires en cette province. S. R. 1941, c. 87, a. 7.

(c) By a corporation, club, association or syndicate,—the name and address of the president, if he resides in the Province; if not, the name and address of its resident manager or representative, and the address of its place of business in the Province. R. S. 1941, c. 87, s. 7.

SECTION III

DIVISION III

IMPÔT

TAXATION

Impôt.

8. Afin de pourvoir aux besoins du service public de la province, chaque consommateur doit, lors de l'achat de tabac en cette province, pour fins de consommation par lui-même ou par tout autre, payer à Sa Majesté aux droits de la province un impôt de consommation du tabac au taux de dix pour cent du prix de vente en détail.

8. In order to provide for the exigencies of the public service of the Province, every consumer shall pay to Her Majesty in the rights of the Province, at the time of making a purchase of tobacco in this Province, for consumption by himself or by any other person, a tax in respect of the consumption of such tobacco at the rate of ten per centum of the retail price. Tax.

Impôt sur cigarettes.

Dans le cas d'achat de cigarettes, l'impôt de consommation ainsi payable est d'un cinquième d'un cent par cigarette. S. R. 1941, c. 87, a. 8; 4-5 Eliz. II, c. 52, a. 1.

In the case of a purchase of cigarettes, the consumption tax so payable shall be one-fifth of one cent per cigarette. R. S. 1941, c. 87, s. 8; 4-5 Eliz. II, c. 52, s. 1. Tax on cigarettes.

Tabac apporté dans la province.

9. Toute personne résidant ordinairement en cette province ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, apporte en cette province ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou livré du tabac pour consommation par elle-même, doit immédiatement en faire rapport au sous-ministre, en lui transmettant ou pro-

9. Every person ordinarily residing or carrying on business in the Province who, himself or through the intermediary of any other person, brings or causes to be brought into the Province any tobacco, or receives delivery of any such tobacco in the Province, for consumption by himself, shall immediately report the matter Bringing tobacco into Province.

Rapport.

Report.

duisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à Sa Majesté aux droits de la province, l'impôt sur la consommation de ce tabac qui eût été payable si ce tabac avait été acheté au même prix à une vente en détail en cette province. S. R. 1941, c. 87, a. 9.

to the Deputy Minister and forward or produce to him the invoice, if any, and any other information he may require, and shall then pay to Her Majesty in the rights of the Province the same tax in respect of the consumption of such tobacco as would have been payable if same had been purchased at a retail sale in the Province at the same price. R. S. 1941, c. 87, s. 9.

Calcul de l'impôt.

10. L'impôt établi par la présente loi doit être calculé séparément sur chaque paquet et toute fraction d'un cent doit être comptée comme un cent entier. Cependant, dans le cas de vente en détail de cigares, l'impôt sera calculé sur le prix de détail de chaque cigare. S. R. 1941, c. 87, a. 10.

10. The tax imposed by this act shall be calculated separately on every package, and any fraction of a cent shall be computed as one cent. However, in the case of a retail sale of cigars, the tax shall be computed on the retail price of each cigar. R. S. 1941, c. 87, s. 10.

Perception.

11. L'impôt exigible de l'acheteur au moment de son achat, doit être perçu par le vendeur qui en tient compte et le remet au ministère du revenu de la manière indiquée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. The tax payable by the purchaser at the time of his purchase shall be collected and accounted for by the vendor, and be remitted by him to the Minister through the Department of Revenue, in such manner as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe.

Vendeur mandataire du ministre.

Le vendeur doit agir en ce cas comme mandataire du ministre, tenir et rendre compte des montants ainsi perçus et les lui transmettre au ministère du revenu, dans les quinze jours suivant immédiatement le mois de calendrier durant lequel toute vente s'est effectuée. S. R. 1941, c. 87, a. 11.

The vendor shall act, in such a case, as the agent for the Minister and shall account for and remit to him the amounts so collected, within fifteen days immediately following the calendar month during which any sale has taken place. R. S. 1941, c. 87, s. 11.

Indemnité.

12. Le ministre peut allouer aux vendeurs, pour la perception de la taxe et sa remise à la province, toute indemnité que pourra déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 87, a. 12.

12. The Minister may make an allowance to the vendors for their services in collecting and forwarding the tax to the Revenue Branch, which allowance shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 87, s. 12.

Taxe municipale.

13. Nonobstant toute loi ou règlement au contraire, nulle taxe de vente sur l'achat en détail de tabac par un consommateur ne peut être prélevée par aucune corporation municipale et toute telle taxe de vente imposée par aucune corporation municipale sur l'achat en détail de tabac est abolie, depuis le premier juillet 1940.

13. Notwithstanding any act or by-law to the contrary, no sales tax on the purchase at retail of tobacco by a consumer may be levied by any municipal corporation, and any such sales tax imposed by any such municipal corporation on the purchase at retail of tobacco has been abolished since the first of July, 1940.

Idem.

Cet article s'applique également à tout cigare vendu à un prix de détail de cinq cents ou moins chacun, et au tabac brut en feuilles. S. R. 1941, c. 87, a. 13.

This section shall also apply to cigars sold at a retail price of five cents or less each and to raw leaf tobacco. R. S. 1941, c. 87, s. 13.

SECTION IV

COMPTES, RAPPORTS ET VÉRIFICATION

Comptes. 14. 1. Le vendeur, comme mandataire du ministre, doit tenir compte de l'impôt perçu et en rendre compte, le tout en la forme et manière prescrites par le ministre.

Attestation. 2. L'exactitude du compte rendu doit être attestée par un affidavit ou une déclaration solennelle du vendeur.

État des achats. etc. 3. Le ministre peut obliger tout vendeur de tabac en gros ou en détail, à tenir en la forme prescrite, un état convenable de tous ses achats, ventes et livraisons de tabac, et à lui remettre de la manière et au temps qu'il juge à propos, copie ou extrait de cet état.

Inspection. 4. Tout officier du revenu dûment autorisé peut entrer à toute heure convenable dans l'établissement d'un vendeur en gros ou en détail, en examiner les livres et documents, déterminer les quantités de tabac vendu ou livré, contrôler l'exactitude des rapports soumis, et au cas d'absence de rapport ou au cas de rapport inexact, déterminer les quantités de tabac vendu ou livré. S. R. 1941, c. 87, a. 14.

Rapports. 15. Tout vendeur doit faire au ministre du revenu, un rapport contenant les renseignements que le ministre peut exiger. Ce rapport doit être fait en la manière et au temps que ce dernier détermine. S. R. 1941, c. 87, a. 15.

Secret. 16. Aucune personne employée au service de Sa Majesté ne doit communiquer ou permettre que soit communiquée à toute personne non légalement autorisée une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ou permettre à une telle personne d'examiner ou prendre connaissance de tout rapport ou état fourni en vertu des dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 87, a. 16.

SECTION V

INFRACTIONS ET PEINES

Infractions. 17. Toute personne qui
a) sans licence valide, vend ou livre du tabac en la province, ou contrevient

DIVISION IV

ACCOUNTS, REPORTS AND INSPECTION

14. (1) The vendor, as agent for the Minister, shall keep and render accounts of the tax collected, in the form and manner established by the Minister. Accounts.

(2) The account rendered shall be verified by the affidavit or the statutory declaration of the vendor. Affidavit.

(3) The Minister may require wholesale or retail vendors to keep, in a prescribed form, record of all purchases, sales and deliveries of tobacco made by them, and to forward to him copies of such records or extracts therefrom, at such time and in such manner as he deems fit. Record of purchases, etc.

(4) Any revenue officer authorized to that effect may enter the premises of a wholesale or retail vendor during reasonable hours, examine his books and documents, verify the quantities of tobacco sold or delivered, establish the correctness of the reports made, and, in the event of a report not being correct or not having been made, establish the quantity of tobacco sold or delivered. R. S. 1941, c. 87, s. 14. Inspection.

15. Every vendor must make such returns to the Department of Revenue, in such form, at such times and with such information as the Minister may prescribe. R. S. 1941, c. 87, s. 15. Returns.

16. No person employed in the service of Her Majesty shall communicate or allow to be communicated to any person not legally entitled thereto any information obtained under the provisions of this act, or allow any such person to inspect or have access to any statement or return furnished under the provisions of this act. R.S. 1941, c. 87, s. 16. Secrecy.

DIVISION V

OFFENCES AND PENALTIES

17. Every person who
(a) sells or delivers tobacco in the Province without a license in force or

Offences.

autrement aux dispositions de la section II de la présente loi, ou des règlements faits sous son autorité, ou

b) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir l'impôt, d'en tenir compte ou d'en faire remise, en la manière prévue par la présente loi ou les règlements faits sous son autorité, ou

c) refuse ou néglige de permettre à un officier du revenu de faire l'examen et le contrôle mentionnés à l'article 14 ci-dessus,

Peines.

commet une infraction à la présente loi et est passible, sur poursuite sommaire, en sus des frais et de l'obligation de faire remise de l'impôt, d'une amende d'au moins dix dollars, mais n'excédant pas mille dollars pour chaque vente, dans les cas prévus au paragraphe *b* du présent article, et pour chaque jour de telle infraction dans les cas prévus aux paragraphes *a* ou *c* du présent article, et, dans tous les cas, à défaut de paiement de l'amende et des frais et de remise de l'impôt ci-dessus mentionné, d'un emprisonnement de trois mois. S. R. 1941, c. 87, a. 17.

otherwise contravenes the provisions of Division II of this act or of the regulations made in virtue of this act, or

(*b*) being an agent of the Minister, refuses or neglects to collect, account for or remit the amount of the tax in accordance with the provisions of this act or of the regulations made thereunder, or

(*c*) refuses or neglects to permit a revenue officer to make the examination and verification set forth in section 14 of this act,

commits an offence under this act, and shall be liable, upon summary proceeding, in addition to the payment of the costs and to the remittance of the tax, to a fine of not less than ten dollars and not more than one thousand dollars, in the cases provided for in the paragraph *b* of this section for each sale so made, and in the cases provided for in paragraphs *a* or *c* of this section, for each day of such offence, and, in all cases, in default of the payment of the fine and costs and of the remittance of the aforesaid tax, to imprisonment for three months. R. S. 1941, c. 87, s. 17.

Penalties.

Infrac-
tions par
consom-
mateurs.

18. Tout consommateur qui achète du tabac dans la province, sans payer l'impôt exigible suivant la présente loi, est coupable d'une infraction en vertu de cette loi et est passible, sur poursuite sommaire, en sus du paiement de l'impôt et des frais, d'une amende de pas moins de dix dollars et de pas plus de deux cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende, de l'impôt et des frais, d'un mois d'emprisonnement. S. R. 1941, c. 87, a. 18.

18. Every consumer who buys tobacco in the Province without paying the tax imposed under Division III of this act shall be guilty of an offence under this act and shall be liable, upon summary proceeding, in addition to the payment of the tax and costs, to a fine of not less than ten dollars and not more than two hundred dollars and, in default of payment of the fine, tax and costs, to imprisonment for a period not exceeding one month. R. S. 1941, c. 87, s. 18.

Offence
by con-
sumer.

Défaut de
rapport.

19. Toute personne contrevenant à l'article 15 de la présente loi ou aux règlements faits sous son autorité, est passible, sur poursuite sommaire: pour la première infraction, d'une amende de pas moins de dix dollars et pas plus de mille dollars, et les frais, et à défaut de payer une telle amende et les frais, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et pas plus de trois mois; et pour chaque infraction subséquente, en sus des frais, d'un emprisonnement de trois mois. S.R. 1941, c. 87, a. 19.

19. Any person contravening section 15 of this act or any of the regulations made in virtue of this act shall be liable, upon summary proceeding: for a first offence, to a fine of not less than ten dollars and not more than one thousand dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to an imprisonment of not less than one month and not more than three months; and for each subsequent offence, in addition to the costs, to an imprisonment of three months. R. S. 1941, c. 87, s. 19.

Not
making
return.

Secret
violé.

20. Toute personne qui contrevient à quelqu'une des dispositions de l'article 16 est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars en sus des frais et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. S. R. 1941, c. 87, a. 20.

20. Any person violating any of the provisions of section 16 shall be liable, upon summary proceeding, to a fine of not less than twenty-five dollars and of not more than two hundred dollars, and costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months. R. S. 1941, c. 87, s. 20. Violating
secrecy.

SECTION VI

POURSUITES

Pour-
suites.

21. 1. Les poursuites intentées en vertu de cette loi sont prises au nom du sous-ministre du revenu devant un juge de paix, un juge des sessions ou un juge de district, et sont régies par la première partie de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) sauf que, chaque fois que seul le paiement de l'impôt est réclamé, telle poursuite devra être portée devant la Cour supérieure ou devant toute autre cour de juridiction compétente en matière civile.

Preuve.

2. Il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, document, ordre ou registre en la possession du ministre du revenu, mais une copie ou un extrait certifié par le sous-ministre ou par le directeur du service, sera, *prima facie*, une preuve suffisante du contenu de l'original. (*)

Sous-mi-
nistre re-
présenté.

3. Il n'est pas nécessaire pour le sous-ministre de signer ou d'assermenter la plainte, de comparaître ou de faire preuve de sa nomination et de son maintien en fonctions; à toutes fins, il sera représenté par l'avocat comparaissant au nom du procureur général. S. R. 1941, c. 87, a. 21; 13 Geo. VI, c. 20, a. 3; 14 Geo. VI, c. 19, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Injonc-
tion.

22. En plus des recours spécialement prévus par cette loi pour toute violation de ses dispositions, Sa Majesté aux droits de la province peut demander à un juge de la Cour supérieure d'émettre un bref d'injonction contre toute personne qui vend du tabac sans une licence émise sous l'autorité de cette loi, et encore valide, lui ordonnant de cesser de vendre du

DIVISION VI

PROSECUTIONS

21. (1) Suits brought under this act shall be taken in the name of the Deputy Minister of Revenue before a justice of the peace, a judge of the sessions or a district judge, and shall be governed by Part I of the Summary Convictions Act (Chap. 35) save that, whenever the payment only of the tax is claimed, such suit shall be brought before the Superior Court or any other court of competent jurisdiction in civil matters. Suits.

(2) It shall not be necessary to produce the original of a book, document, order or register in the possession of the Department of Revenue, but a copy of extract certified by the Deputy Minister or by the Director of the Service shall be *prima facie* sufficient proof of the contents of the original. (*) Proof.

(3) It shall not be necessary for the Deputy Minister to sign or swear to the complaint, to appear or to make proof of his appointment and of his exercising his office; for all purposes he shall be represented by the attorney appearing on behalf of the Attorney-General. R. S. 1941, c. 87, s. 21; 13 Geo. VI, c. 20, s. 3; 14 Geo. VI, c. 19, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20. Deputy
Minister
repre-
sented.

22. In addition to the recourses specially provided under this act for the violation of its provisions, Her Majesty in the rights of the Province may apply to a judge of the Superior Court for the granting of an injunction against any person who sells tobacco without having a license issued under the authority of this act, and still in force, ordering him to cease selling Injunc-
tion.

(*) Voir la note sous l'article 48 de la Loi du ministre du revenu, chapitre 66.

(*) See the note under section 48 of the Revenue Department Act, Chapter 66.

tabac tant qu'une licence ne lui aura été émise ou réémise, et que tous les frais n'auront été payés.

Caution. Le procureur général représentant Sa Majesté aux droits de la Province est dispensé de l'obligation de fournir caution.

Procédure. À tous autres égards, les dispositions du Code de procédure civile concernant les brefs d'injonction s'appliquent à tous brefs d'injonction mentionnés dans cet article. S. R. 1941, c. 87, a. 22.

Sociétés, etc. 23. Lorsqu'un jugement a été rendu en vertu de cette loi contre une société, corporation, club, association ou syndicat, tel jugement peut, à défaut de paiement de l'amende et des frais, être exécuté:

a) dans le cas d'une société, contre chacun des membres de cette société;

b) dans le cas d'une corporation, d'un club, d'une association ou d'un syndicat, contre son président si domicilié dans la province, et dans le cas contraire contre son gérant ou son représentant dans la province. S. R. 1941, c. 87, a. 23.

tobacco until a license be issued or reissued and all costs be paid.

The Attorney-General representing Her Majesty in the rights of the Province shall be dispensed from the obligation of giving security.

In all other respects, the provisions of the Code of Civil Procedure respecting injunctions shall apply to the injunction proceedings mentioned in this section. R. S. 1941, c. 87, s. 22.

23. Whenever a judgment has been rendered under this act against a partnership, corporation, club, association or syndicate, such judgment may, in default of payment of the fine and costs, be executed:

(a) in the case of a partnership, against each member of the partnership;

(b) in the case of a corporation, club, association or syndicate, against its president, if the latter be in the Province, and, if not, against its manager or representative in the Province. R. S. 1941, c. 87, s. 23.

SECTION VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Conventions avec vendeurs. 24. Dans le but de faciliter la perception et la remise de l'impôt établi par la présente loi, ou de prévenir le double paiement de cet impôt sur le même tabac, le ministre peut faire avec un vendeur telles conventions qu'il jugera à propos et telles conventions seront sujettes à la présente loi. S. R. 1941, c. 87, a. 24.

Fonds consolidé. 25. L'impôt et les droits perçus suivant la présente loi et toutes les amendes recouvrées sous son autorité font partie du fonds consolidé du revenu de la province. S. R. 1941, c. 87, a. 25.

Intérêt. 26. Tout impôt exigible en vertu de la présente loi portera intérêt au taux de six pour cent par année, à compter de la date où il aurait dû être remis au ministère du revenu. S. R. 1941, c. 87, a. 26; 12-13 Eliz. II, c. 23, a. 6.

Privilege. 27. Toute somme due à la couronne en vertu de la présente loi constitue une

DIVISION VII

GENERAL PROVISIONS

24. In order to facilitate the collection and remittance of the tax imposed by this act or to prevent the double payment of such taxes on the same tobacco, the Minister may effect such arrangements as he may deem expedient to make with a vendor and such arrangements shall be subject to this act. R. S. 1941, c. 87, s. 24.

25. The fees and taxes imposed by and collected under this act, and all fines recovered thereunder, shall form part of the consolidated revenue fund of the Province. R. S. 1941, c. 87, s. 25.

26. Any tax due under this act shall bear interest at the rate of six per centum per annum, from the date such tax should have been remitted to the Department of Revenue. R. S. 1941, c. 87, s. 26; 12-13 Eliz. II, c. 23, s. 6.

27. Every sum due to the Crown under this act shall constitute a privileged

dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice. S. R. 1941, c. 87, a. 27.

debt ranking immediately after law costs. R. S. 1941, c. 87, s. 27.

Réglementation.

28. 1. Pour mettre à exécution les dispositions de la présente loi selon leur sens véritable ou en vue de suppléer à toute omission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tout règlement non incompatible avec la présente loi et jugé nécessaire.

28. (1) For the purpose of carrying into effect the provisions of this act according to their true intent or of supplying any deficiency therein, the Lieutenant-Governor in Council may make such regulations, not inconsistent with this act, as are considered necessary. Regulations.

Timbres.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi ordonner que la perception de l'impôt établi par cette loi se fasse au moyen de timbres adhésifs apposés par le vendeur sur le tabac vendu pour consommation ou sur le paquet. Ces timbres sont émis en conformité des lois de la province et plus particulièrement de la Loi des timbres (chap. 80), et de tous arrêtés ministériels s'y rapportant.

(2) The Lieutenant-Governor in Council may also direct that the payment of the tax imposed by this act shall be evidenced by the affixing by the vendor of stamps upon the tobacco sold for consumption or upon the package. The stamps shall be issued according to the laws of the Province and particularly in accordance with the provisions of the Stamp Act (Chap. 80), and with any order-in-council respecting the same. Stamps.

Règlements.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi faire des règlements pour

(3) The Lieutenant-Governor in Council may also make regulations: Regulations.

a) autoriser le ministre à faire des arrangements avec tout manufacturier ou vendeur en gros de tabac afin de faciliter la perception de l'impôt établi par la présente loi;

(a) to authorize the Minister to make arrangements with any manufacturer or wholesale vendor of tobacco for the collection of the tax imposed by this act;

b) ordonner que la perception de l'impôt établi par la présente loi soit assurée par d'autres marques que celle de l'apposition de timbres adhésifs sur le paquet ou le contenant de tabac;

(b) to order that the payment of the tax imposed by this act shall be ensured by means of marks other than the affixing of stamps upon the package or container of tobacco;

c) ordonner que tout tabac destiné à la vente pour consommation dans la province et qui s'y trouve porte une marque spéciale d'identification conforme aux prescriptions du règlement;

(c) to order that any tobacco that is in the Province and is intended for sale for consumption therein shall bear a special identification mark in accordance with the requirements of the regulation;

d) adopter des dispositions pour la saisie et la confiscation de tout tabac destiné à la vente ou à la consommation dans la province et qui s'y trouve, lorsqu'il ne porte pas la marque prescrite par un règlement adopté en vertu du sous-paragraphe b du présent paragraphe, et pour la saisie et la confiscation de tout véhicule transportant dans la province du tabac destiné à y être vendu ou consommé, lorsqu'il ne porte pas la marque d'identification prescrite par un règlement adopté en vertu du sous-paragraphe c du présent paragraphe. S. R. 1941, c. 87, a. 28; 4-5 Eliz. II, c. 52, a. 2. (*)

(d) to make provisions for the seizure and confiscation of any tobacco that is in the Province and is intended for sale or consumption therein, whenever it does not bear the mark prescribed by a regulation made under paragraph b of this subsection, and for the seizure and confiscation of any vehicle transporting in the Province any tobacco intended to be consumed therein, whenever it does not bear the identification mark prescribed by a regulation made under paragraph c of this subsection. R. S. 1941, c. 87, s. 28; 4-5 Eliz. II, c. 52, s. 2. (*)

Entrée en
vigueur
des règle-
ments.

29. Les règlements adoptés en vertu de l'article 28 et leurs modifications entrent en vigueur à compter de leur adoption, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne fixe une date ultérieure à cette fin; à compter de cette entrée en vigueur, ils ont force de loi tant qu'ils ne sont pas abrogés, comme s'ils étaient parties intégrantes de la présente loi.

Publica-
tion.

Ces règlements, sauf ceux qui sont prévus par le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de l'article 28, doivent être publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. S.R. 1941, c. 87, a. 29; 4-5 Eliz. II, c. 52, a. 3.

(*) Un règlement a été adopté en vertu de l'article 28 par l'arrêté en conseil No 868 du 22 août 1956 (G. O., 1956, p. 2790).

29. The regulations made under section 28 and their amendments shall come into force from the time of their adoption, unless the Lieutenant-Governor in Council sets a subsequent date for that purpose; from the time of such coming into force, they shall have force of law as long as they are not repealed, as if they formed part of this act.

Coming
into force
of regu-
lations.

Such regulations, except those contemplated by paragraph *a* of subsection 3 of section 28, shall be published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 87, s. 29; 4-5 Eliz. II, c. 52, s. 3.

Publica-
tion.

(*) Regulations have been passed under section 28 by Order-in-Council No. 868 of the 22nd of August 1956 (O. G., 1956, p. 2790).